

à l'économie, il n'est pas étonnant de voir qu'ils n'en raffolent pas. Ils sont comme le célèbre commentateur Charles Templeton, défenseur avoué de la politique libérale, qui a avoué qu'il espérait qu'une crise économique se produise, comptant qu'elle entraînerait le retour au pouvoir des libéraux. C'est exactement l'attitude qu'a adoptée le parti libéral.

Je ne dirai que quelques mots à propos de deux questions importantes, mais je ferai preuve de négligence si, après avoir exprimé mes vues favorables à l'ensemble du budget, je m'abstenais de parler de l'inquiétude exprimée à l'endroit d'un aspect particulier de celui-ci et de ses répercussions sur un domaine qui touche la circonscription que je représente et toute ma province. Je n'aurais pas le sens des réalités si je n'en tenais pas compte.

Le ministre et le gouvernement, j'en suis sûr, comprennent que je veux parler de certaines dispositions qui laissent entrevoir la possibilité d'une réduction des placements américains ou autres placements étrangers effectués au Canada pour assurer les mises de fond, dans les industries d'extraction en particulier. J'apprécie à sa valeur l'intention du gouvernement, et surtout du ministre des Finances, et leur désir de voir un plus grand nombre de Canadiens faire des placements dans les entreprises et les ressources de notre pays. C'est un désir des plus louables et que ne conteste personne de ce côté-ci de la Chambre. Quand aux conséquences de certaines dispositions qui pourraient influencer sur les emprunts contractés aux États-Unis et sur les placements des portefeuillistes américains, la décision du ministre se révélera éventuellement, il l'espère, avantageuse pour les Canadiens si on la compare aux avantages, de courte durée peut-être, découlant des placements américains.

Envisagés de cet angle, je crois que ces avantages à long terme seront bel et bien réels, mais je dirai à l'intention du ministre des Finances que cette initiative doit s'accompagner d'autres mesures propres à encourager les Canadiens à faire des placements dans les entreprises d'exploitation de ces ressources; à cette fin, on pourrait modifier certaines de nos lois fiscales de manière que les Canadiens trouvent vraiment avantageux de faire des placements chez eux. Ces lois ne sont que trop bien connues du ministre.

Pour être plus précis, je mentionnerai à titre d'exemple l'industrie du pétrole et du gaz naturel, que je connais le mieux. J'inviterais le ministre à insérer dans le budget principal des dépenses, au chapitre des dégrèvements pour épuisement, une disposition qui permettrait aux portefeuillistes canadiens

de participer à la mise en valeur des ressources du pays au même titre que leurs confrères des États-Unis. Ainsi, nous n'aurions plus lieu de craindre autant que les Canadiens n'investissent pas leur argent au pays. Pareille disposition serait à mon avis le pendant nécessaire à celle que le ministre a incorporée dans le budget.

Deux autres aspects de cette question ont une importance tout aussi grande, et je crois qu'il faut mettre au premier plan l'influence psychologique sur notre économie. Nous avons entendu et lu les études et les rapports des présidents de toutes les banques à leurs actionnaires sur la situation des différentes banques. Ces messieurs font deux observations de base. La première, c'est qu'il est nécessaire de faciliter le crédit, c'est-à-dire de réduire la différence des taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis, encore une fois pour encourager les Canadiens à placer leurs capitaux au Canada. Je crois que bien des députés admettront cela.

Chose plus importante encore, les banquiers signalent que l'économie canadienne fait des progrès. Mais, disent-ils, si certains gens continuent par leurs propos à créer chez les Canadiens un état d'esprit propre à les décourager de placer leurs capitaux au Canada, nous risquons de pousser le pays dans une récession grave. Je crois en toute sincérité que les Canadiens doivent être optimistes. Ils doivent, évidemment, se rendre compte des difficultés auxquelles notre économie fait face; ils doivent aussi se rendre compte des problèmes qui touchent tous les secteurs de notre économie et de notre expansion. Mais nous ne devrions pas, d'autant plus qu'il nous incombe de prêcher d'exemple dans ce domaine, leur mettre devant les yeux des problèmes et des difficultés imaginaires dont le seul effet serait de détourner les gens d'investir dans un pays promis à un si bel avenir.

J'ai eu l'occasion le mois dernier de m'entretenir avec des courtiers en placements, des analystes de valeurs et des représentants d'organismes semblables aux États-Unis, et je crains que nous ne leur ayons donné l'impression que nous sommes hostiles aux placements étrangers. Voilà pourquoi j'ai été très heureux d'entendre le ministre et son secrétaire parlementaire bien préciser, qu'aux termes du budget supplémentaire, il faudra encore de grandes masses de capitaux. Évidemment, quand le ministre dit que nous tâchons au Canada d'encourager les Canadiens à investir davantage au pays, c'est qu'il a évalué ce que seront vraisemblablement nos besoins en ce domaine, surtout pour ce qui concerne les industries d'extraction comme le gaz, le pétrole, le charbon et le reste.

Il suffit d'examiner un secteur seulement de cette industrie pour constater que depuis